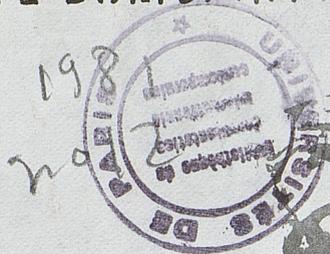


GUATEMALA

SOLIDARITE SOLIDARITE SOLIDARITE SOLIDARITE



CETRAL

[1981, n°12]

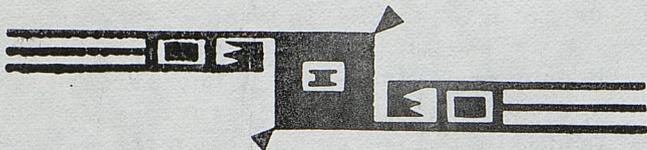
1. ELECTIONS 1952

2. L'INTERVENTION
USA AU GUATEMALA

3. LE HONDURAS: CLEF
DE L'INTERVENTION

4. LE TOURISME ET LA
GUERRE

5. TEMOIGNAGE: LE
MASSACRE DE LA
COOPERATIVE "LA
REINA"



40P. 12325

1



La Constitution du Guatemala est théoriquement parmi les plus démocratiques au monde. Sur le plan des libertés, des droits sociaux et du respect de la personne humaine, elle n'a rien à envier à celles des démocraties parlementaires européennes. Rien de plus naturel donc que le président de la république et les représentants à l'Assemblée Législative soient élus au suffrage universel dans un régime de partis.

En effet, en mars 1982, pour la cinquième fois consécutive depuis 1966, le peuple de Guatemala sera convoqué aux urnes. Huit partis légalement inscrits vont y participer, sous diverses formules d'alliances et formant un spectre politique que les médias nationales califient de droite, centre, centre-gauche et...gauche modérée. A six mois des élections, en peu plus tard que lors des élections précédentes, les candidats ont été désignés: un militaire et quatre civils dont trois sont déjà confirmés et un encore incertain.

Qui sont les candidats aux élections?

-le General Angel Anibal Guevara, actuel ministre de la Défense, soutenu par le Front Démocratique Populaire (FDP), coalition de trois partis dont le Parti Révolutionnaire (PR), le Parti Institutionnel Démocratique (PID) et le Front d'Unité Nationale (FUN). C'est le candidat qui compte avec l'appui du gouvernement et théoriquement de l'armée.

-deux dirigeants des principaux partis de droite, Mario Sandoval Alarcon pour le Mouvement de Libération National (MLN) et Gustavo Anzueto Vielman pour la Central Auténtica Nacionalista (CAN). Le -

premier est le dirigeant historique de la droite anticommuniste issue de la -- contrerévolution de 1954 et le second appartient aux groupes d'intérêts économico-politico-gangsteriels nés sous la période présidentielle -- et autour de la personne -- du General Carlos Arana Ozorio en 1970-74.

-Alejandro Maldonado Aguirre, fondateur d'une nouvelle formation, le Parti National Rénovateur (PNR) et dissident du MLN. Ex-maire de la ville il représente un secteur plus "moderne" et intellectuel de l'extrême droite anti-communiste et bénéficie d'une certaine sympathie des américains.

-reste à définir la position de la Démocratie Chrétienne qui hésite entre -- l'abstention et la participation en alliance avec les partis gouvernementaux -- dont elle a parfois dénoncé les crimes qui ont affecté lourdement ses propres rangs. Quant au Front Uni de la Révolution (FUR) il se trouve divisé en deux fractions, l'une se déclarant prête à participer aux élections avec un candidat civil et l'autre qui est proche du Front Démocratique Contre la Répression (FDCR), c'est à dire dans les rangs de la révolution.

Oui, on parle du Guatemala et il ne s'agit pas d'une fiction mais d'un des "aspects" de la structure du pouvoir. En effet, face aux structures légales et constitutionnelles existe la loi non écrite, celle vécue, celle de tous les jours. 70 000 morts assassinés depuis 1954 par le même pouvoir politique et ses parallèles, les groupes para-militaires d'extrême droite. Massacres en masse des paysans démunis, la persécution et le chantage suivie de l'élimination physique de toute opposition. De ces événements le monde ne connaît que les plus spectaculaires: la massacre de Panzos en 1978 et celle de l'ambassade d'Espagne en 1980. Aujourd'hui ce sont les milliers de réfugiés au Mexique qu'y en témoignent.

Nous sommes donc face à une structure de pouvoir dont la caractéristique fondamentale repose sur sa capacité à concilier deux pôles contradictoires et complémentaires à la fois: les institutions démocratiques formelles et le terrorisme

d'état, aussi "institutionnel" que le suffrage universel.

Le panorama politique ainsi présenté est incomplet. La structure bipolaire du pouvoir est comme une équation à deux membres avec une inconnue: la capacité de forces révolutionnaires pour renverser le régime et établir un gouvernement Révolutionnaire, Populaire et Démocratique. La solution est unique, et même pour les esprits peu cartesiens, elle est irréversible.

Quel est donc l'enjeu des élections de 1982?

Pour mieux le comprendre il faut se situer dans la perspective que nous venons d'évoquer, même si celle-ci est issue d'une simplification extrême. En vérité nous sommes face à une construction originale et complexe qui prend ses racines 27 ans auparavant, au moment de la chute du régime démocratique provoqué par l'intervention de la CIA et la "trahison" d'un secteur de l'armée et d'une fraction de la classe politique de l'époque. En 1954, la bourgeoisie, encore en gestation, a trahi son propre "projet historique" fondé sur le déploiement d'une série de réformes économiques et politiques capables d'encadrer un processus de développement capitaliste national. Désormais, elle devait mettre en place, avec le concours des Etats Unis, un projet de rechange. L'"Alliance Pour le Progrès", d'inspiration Kennedienne, et l'instauration du Marché Commun Centroméricain donnèrent la voie de sortie économique sans "réformes". Sur le plan politique il s'agissait d'un problème plus difficile: remettre en place, une fois écartés de la scène politique les éléments gênants, les règles du jeu qu'ils avaient eux même brisés. Profonde contradiction qui a été résolue seulement par la mise en place d'un formidable appareil de répression capable de se "mimétiser" par la réalisation périodique des élections et l'existence d'un certain nombre de partis légaux.

Tout ceci n'est donc qu'un long processus d'accumulation des conflits non résolus, de problèmes créés par la croissance économique (et non pas de la stagnation économique) qui n'ont jamais été satisfaits, de revendications politiques perpétuellement posées, des droits toujours bafoués.

Ainsi, la notion de "crise" que se développe tout au long des années soixante dix se manifeste moins dans la conformation de la structure économique que dans la sphère politico-ideologique du système. Nous faisons allusion à deux ensembles de faits fondamentaux: d'un côté, l'incapacité de la bourgeoisie à prendre conscience de façon adéquate des effets sociaux et politiques produits par la croissance économique, renonçant ainsi à la recherche d'un consensus national capable de "légitimer" sa domination de classe; d'autre part, la perte croissante du contrôle face à l'organisation de la contestation populaire.

En effet, l'aspect le plus remarquable de la société guatémalteque des années 70 est l'irruption autonome des masses populaires dans la scène politique, accompagnées par des formes de lutte extrêmement violentes comme réponse aux manifestations encore plus violentes de la domination oligarchique.

Sur le plan institutionnel tout ceci s'est traduit par l'irruption hégémonique de l'armée dans la structure de pouvoir et particulièrement du processus électoral lui même.

Le coup d'Etat de 1963 a sonné la glas de toutes les velleités de remettre en place les structures démocratiques de la période révolutionnaire et a créé les conditions pour la main mise de l'armée comme institution sur l'ensemble de la structure du pouvoir.

Le développement spectaculaire du mouvement révolutionnaire armé à partir de 1963 devait montrer rapidement les limites de la formule putschiste, redonnant vie aux projets reformistes et civilistes mais, cette fois ci, sous la surveillance et l'omniprésence de militaires.

L'élection en 1966 de Julio César Montenegro, candidat civil du Parti Révolutionnaire (so-disant porteur de la tradition reformiste et démocratique de la période 1944-1954), élevait au rang d'une stratégie consciente et délivré ce qu'auparavant, à la veille de la contre-révolution de 1954, n'était que l'expression de la confusion et l'impasse politique quelle même avait créé. Cette stratégie est

aujourd'hui connue sous le nom, donné par les strategs du Département d'Etat nordaméricain, de "Démocratie Restreinte". Ainsi, les élections de 1966 ont été le complément politique de l'offensive militaire contre le mouvement révolutionnaire en armes que culmina avec la défaite transitoire de celui-ci. De ces faits l'influence et le pouvoir des militaires se voit consolidé et de surveillante actif l'armée devint dans les processus électoraux successifs, protagoniste privilégié et exclusif. A partir des élections de 1970, tous les candidats ont été des militaires, y compris ceux des formations politiques de l'opposition modérée.

L'échéance électorale de 1982 doit être donc analysé à la lumière de la période ouverte en 1966 dont les traits le plus relevants peuvent être synthétisés ainsi:

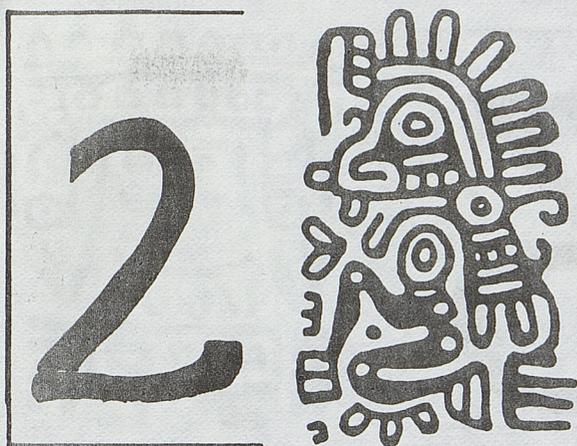
-marginalisation d'abord de toute opposition "modérée" par le recours systématique au "fraude" et à l'intimidation. Les exemples les plus notables furent les élections de 1974, avec l'arrivée au pouvoir du General Eugenio Laugerud Garcia et l'élimination du candidat triomphant de la coalition des partis modérés (DC, FUR et PSD), et l'élection dans des pareils conditions du General Roméo Lucas Garcia en 1978. A partir des années 1978 la neutralisation de l'opposition modérée par les méthodes cités ci-dessus, fut transformée en élimination physique de ses dirigeants et ses militants de base. L'exemple le plus frappante fut l'assassinat d'Alberto Fuentes Mohr, principal dirigeant du Parti Socialiste Démocratique (PSD) en 1978 et de Manuel Colom Argueta, ex-maire de la ville et fondateur du Front Uni de la Revolution, tous le deux partis d'orientatin socialdémocrate.

-l'irruption des masses populaires dans la scène politique et la consolidation de l'unité du mouvement syndical ouvrier par la création du Comité d'Unité Syindical (CNUS) en 1976, et du mouvement syndical paysan par la création du Comité d'Unité Paysan (CUC) en 1978. Sur le plan politique ce fut la consolidation du mouvement politico-militaire et son extention à l'ensemble du territoire national; consolidation que se solde par la réalisation de l'unité des

quatre organisations armées EGP-ORPA-PGT-FAR en 1980, et la formation du Front Démocratique contre la Repression (FDCR) en 1979 et du Front Populaire-31 janvier (FP-31) en 1981, regroupant ces derniers à l'ensemble du mouvement populaire et démocratique contre la dictature.

Dans ces conditions les élections de mars 1982 ne seront qu'une nouvelle farce, encore plus éhontée, dont la seule visée, illusoire d'ailleurs, est de cacher aux yeux de l'opinion mondiale l'existence d'une situation de guerre civile généralisée et la puissance irrépressible du mouvement révolutionnaire resolu a construire un gouvernement REVOLUTIONNAIRE, POPULAIRE ET DEMOCRATIQUE.





L'INTERVENTION MILITAIRE DES ETATS-UNIS AU GUATEMALA

En juillet dernier, le département d'état annonçait la reprise de l'aide militaire au gouvernement du général Lucas Garcia, en même temps qu'il considérait comme un échec la politique des droits de l'homme de Carter. Une telle décision fût prise comme le résume Lewis Tombs, professeur de l'université d'Arizona, pour "reprendre l'initiative psychologique, militaire, politique et économique en Amérique Centrale" et ainsi empêcher "les efforts expansionnistes soviéto-cubains, à cause de la perte de l'hégémonie des Etats Unis".

A l'origine de cette série de déclarations se trouve la décision de Reagan de soutenir inconditionnellement les militaires guatémaltèques. Dans ce même mois de juillet, Reagan approuva la vente de véhicules militaires au Guatemala (pour une valeur de 32 million de \$) et la possibilité d'entraîner des pilotes sur des avions supersoniques puisque l'armée guatémaltèque projette l'acquisition d'avions sophistiqués, type KFIR-G2 et Northrop F5E. Pour sa part, le général Lucas Garcia fit des déclarations dans le sens que les portes restaient grandes ouvertes aux multinationales de l'industrie de l'armement désireuses d'installer au Guatemala une fabrique d'armes et de munitions. Ceci dans le but d'éviter les embargos imposés aux régimes militaires dans certaines circonstances.

L'intervention militaire nord-américaine au Guatemala est déjà ancienne. D'une manière ininterrompue, elle existe depuis l'invasion mercenaire contre le régime

de Jacobo Arbenz en 1954 -intervention militaire préparée et financée par le directeur de la CIA de l'époque, John Fuster Dulles. Avec l'apparition de la lutte révolutionnaire armée en 1962, l'envoi au Guatemala d'assesseurs nord-américains et l'entraînement à la lutte anti-insurrectionnelle d'officiers guatémaltèques dans la zone du Canal de Panama s'érigea en norme, comme en témoigne l'aide économique attribuée par Washington à l'armée du Guatemala entre 1950 et 1981.

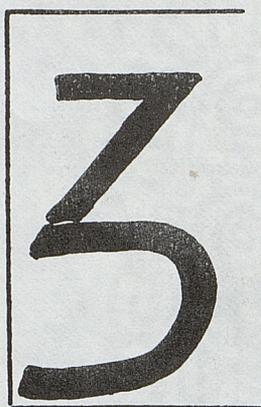
A partir de 1977, avec la décision de Carter de restreindre l'aide militaire directe au Guatemala du fait de la violation des droits de l'homme, Israël devint le premier fournisseur d'armes et de munitions de l'armée guatémaltèque. De plus, les experts israéliens montèrent un système de communication militaire sur la base d'un circuit fermé de 5 radars et entraînèrent les officiers guatémaltèques dans les techniques d'intelligence terreur et anti-guérilla. Selon les déclarations faites par l'ex attaché de presse du ministère de l'intérieur du Guatemala, le journaliste Elias Barahona, Israël avait fourni au gouvernement de Lucas Garcia au cours de l'année 1980, 50 000 fusils "Galil", 15 avions de transport "Arava", 5 hélicoptères et 1 000 mitrailleuses. Barahona dénonça aussi que 1 000 officiers militaires et 75 officiers de police étaient boursiers au Chili et recevaient une formation à l'école des carabiniers de ce pays. Pour leur part, les militaires argentins ont envoyé des techniciens à Guatemala dans le but de servir d'instructeurs à l'école de police qui fonctionne dans la capitale. Actuellement, on a cessé d'envoyer des officiers guatémaltèques aux Etats Unis, préférant les envoyer dans ces trois pays ou les former dans les forêts du département du Péten, dans le nord du Guatemala.

Les fournitures d'armes de la part des Etats Unis, d'Israël et d'autres pays sont dues fondamentalement à la militarisation que vit le Guatemala depuis 1954. L'armée s'est convertie en l'instance supérieure de décision politique et économique du pays. L'armée impulsa la politique de terreur à partir de 1965 comme moyen de freiner le développement de la lutte révolutionnaire.

Maintenant, la réalité guatémaltèque n'est pas isolée des événements passés et futurs d'Amérique Centrale. La militarisation est caractéristique du système politique en vigueur au Salvador et au Honduras. Dans le passé, les Etats Unis tentèrent de consolider une intégration de type militaire dans la région sous le patronage du Conseil de Défense Centre-Américain (CONDECA).

Cependant, une des pièces clef de cet instrument militaire de contrôle politique était le Nicaragua de Somoza. Avec le triomphe de la révolution sandiniste, les pays appelés du "triangle nord" se retrouvèrent isolés. De plus ils se retrouvèrent affaiblis par les luttes révolutionnaires au Salvador et au Guatemala.

Ce sont là les raisons pour lesquelles le gouvernement de Reagan continue à penser qu'une aide militaire supplémentaire peut encore contribuer à soutenir les modèles militaires qui, sans se soucier des milliers de morts chaque année, perpétuent l'hégémonie nord-américaine dans la région.



LE HONDURAS : CLEF DE L'INTERVENTION NORD-AMERICAINE EN AMERIQUE CENTRALE

Actuellement, au niveau régional, deux axes principaux guident la politique interventionniste du Président Ronald Reagan en Amérique Centrale :

- Assurer la junte civico-militaire salvadorienne de son soutien actif sur les plans militaire, économique et diplomatique en vue de la tenue d'"élections libres".
- assigner au Honduras son nouveau rôle de gendarme régional.

Elaborée sur la base du rapport Kramer, cette politique doit permettre d'une part la résolution de la crise salvadorienne, et d'autre part, à terme, la restauration de l'hégémonie américaine dans cette zone sur le plan géo-politique. Dans cette stratégie le Honduras constitue sans aucun doute la nouvelle pièce maîtresse de l'édifice.

Ayant des frontières communes avec le Guatemala, le Salvador et le Nicaragua, le Honduras apparaît néanmoins comme un pays tranquille.

Nation la plus pauvre de l'hémisphère, Haïti mi à part, le choc combiné de la crise économique et politique mettait en danger la démocratie prétorienne au pouvoir, très proche de celles qui existent au Salvador et au Guatemala. Tirant les enseignements de l'expérience nicaraguayenne, le Président Carter encore au pouvoir appuyait le processus

électoral engagé lors de l'élection de l'assemblée constituante au suffrage universel le 20 avril 1980. Celui-ci doit être consacré par les élections générales du 29 novembre prochain qui, selon Thomas Enders, Secrétaire d'Etat adjoint aux affaires inter-américaines, "favorisent la paix en Amérique Centrale".

Ainsi, la stratégie globale de l'administration américaine dans la région a comme axe principal la coopération active avec un régime à visage démocratique qui, pour le moment exclut donc une agression directe ou indirecte envers le Nicaragua voisin malgré la volonté exprimée par les forces armées honduriennes.

Cependant, l'usurpation de la victoire obtenue par le parti libéral dans les premières élections, et la probable victoire de l'alliance libérale populaire (ALIPO) au mois de novembre montre les limites du "régime démocratique" actuel quant au soutien réel dont il jouit dans le pays.

Durant ces dernières années, l'alliance entre les forces armées et le parti national (parti traditionnel de droite) avec à sa tête le chef de l'état, le général Policarpo Paz, a mené une politique pro-américaine qui s'est traduite par une régression économique et sociale et une transformation modernisatrice des forces armées qui sont considérées actuellement comme une des plus puissantes de la région.

Tout d'abord, un meilleur contrôle du territoire afin d'empêcher l'approvisionnement des guérilleros via le Honduras. Dans ce cadre s'inscrit aussi bien l'éloignement et l'isolement de 30 000 réfugiés salvadoriens que l'effort de surveillance de l'armée hondurienne notamment dans la zone frontière.

Puis, avec l'assistance de conseillers américains, la création d'unités spécialisées dans les opérations de "purification" (terme utilisé par le Pentagone).

Le second objectif devait être atteint au début du mois d'août à Tegucigalpa, capitale du Honduras. En effet la coordination de ces nouveaux corps d'armée dorénavant opérationnels devait se réaliser au plus haut niveau. C'est ainsi que la rencontre des trois chefs

d'état, G1 Roméo Lucas Garcia pour le Guatemala, Napoléon Duarte pour le Salvador et le G1 Policarpo Paz, dans la capitale hondurienne a permis à cette nouvelle coopération centre-américaine sous l'égide américaine de rentrer dans sa phase active de réalisation :

- au Guatemala : coopération avec les autorités dans la lutte contre les paysans subversifs à la frontière.
- au Salvador : -utilisation du territoire hondurien comme base d'attaque afin de prendre à revers les forces du FMLN
-intervention directe dans les poches de territoire perdues au profit du Salvador lors de la guerre du football en 1969.

La normalisation des relations bilatérales intervenue récemment s'était faite au nom de la lutte contre la subversion.

Dès lors la politique interventionniste américaine peut passer à l'accomplissement de son troisième objectif : l'agression vis à vis de la jeune révolution nicaraguayenne. A ce propos les récentes manoeuvres communes des marines honduriennes et américaines constituent-elles une répétition ?

Destinée à accroître la capacité de défense du Honduras en cas d'agression extérieure, l'aide militaire américaine déjà très importante sera doublée en 1982 selon les indications du Général Walters.

En tout cas le projet de création d'une base navale dans l'île d'Amalapa (Isla del Tigre) située dans le golfe de Fonseca, zone maritime frontière entre le Salvador, le Honduras et le Nicaragua confirme aussi bien les visées d'intervention directe ou indirecte des Etats Unis que le rôle de gendarme centre-américain dont se chargerait le Honduras.

De plus les problèmes dans la zone frontière avec le Nicaragua du fait de la présence et des incursions armées répétées des anciens gardes somozistes, ainsi que les 3000 réfugiés nisquitos dans la province éloignée de Gracias a Dios, illustrent parfaitement le combat militaire et idéologique que livre actuellement la révolution sandiniste.

Enfin, il nous faut mentionner, si maladroit fut-il, le discours de Jeanne Kirkpatrick, déléguée américaine à l'ONU, sur l'éventualité d'une aide militaire au Costa Rica aux prises avec une crise économique menaçant les institutions du pays. La réponse sans ambiguïté du Président du Costa Rica, Rodrigo Carazo, cerne les limites de la politique interventionniste américaine actuellement en Amérique Centrale.

En effet, si la stratégie suivie semble évoluer vers une régionalisation du conflit, il n'en est pas moins vrai que la rupture de la concertation europe-Etats Unis initiée sous Carter, multiplie les initiatives sur le plan international. La récente déclaration franco-mexicaine témoigne, de ce point de vue, des changements intervenus sur la scène internationale.

Les difficultés de la mise en place du mini-plan Marshall, que ce soit dans les Caraïbes ou en Amérique Centrale, sur la base d'une sélection politique de l'aide économique prônée par les américains (principaux pourvoyeurs de fonds, faut-il le souligner) illustrent parfaitement l'importance des intérêts économiques en jeu.

Dans ce cadre, le rapport de force évolutif à l'intérieur même des Etats Unis, en faveur ou non de l'intervention directe, mérite d'être étudié. Nous consacrerons un de nos prochains articles à ce point précis.



TOURISME DANS UN PAYS EN ETAT DE GUERRE

- "Le Guatemala, pays de traditions ancestrales, offre ses lacs entourés de volcans et ses villages qui s'animent pour des marchés fascinants".
- "Prolongement tout naturel du Mexique (...), le Guatemala a néanmoins gardé un caractère qui lui est propre et que nous vous ferons découvrir dans ce circuit très complet".
- "A part quelques sites consacrés (Antigua, Chichicastenango, Tikal), c'est la découverte hors des hordes g garantie, surtout quand on a une auto e et sa petite curiosité bien aiguisée. Ici, le "pittoresque", l'authentique n'existent pas : c'est la vie comme elle est, avec des couleurs chatoyantes inouïes, et une nostalgie grave, pathétique".
- "Rien ne vous presse. Vous pouvez même prendre le temps d'escalader un volcan si ça vous chante. (...) Psst! allez faire un saut à San Francisco el Alto (15 km) : il y a un joli marché hors des hordes".
- "De Lac en volcan, voici une promenade à l'encontre des "hommes de maïs", poètes mélancoliques de l'Amérique Centrale".

Ces phrases sont tirées de plusieurs brochures distribuées l'été dernier en France. Pour inciter leurs éventuels clients, les agences de voyages n'hésitent pas à y donner une image conventionnelle du Guatemala qui serait ainsi un pays où "le décors ressemble étonnamment aux croquis naïfs des peintres paysans", un pays plein de couleurs et d'exotisme où le calme se mêle à la nostalgie d'un peuple accueillant : "Bref, pour vous, c'est l'idéal ! alors voilà".

La multiplication des publications destinées à "vous aider à préparer vos vacances au Guatemala", est surprenante. Vous y trouverez toute sorte de renseignements pratiques, des conseils, etc., avec l'assurance, bien entendu, que le contact quotidien avec la population" est garanti. D'autant plus qu'après on lit : "arrivée (à Guatemala City) en fin d'après-midi. Accueil et transfert à l'hotel Conquistador-Sheraton". Mais enfin, qu'en est-il en réalité de ce pays "aussi en-voû-tant (n'ayons pas peur des mots!) que le Guatemala indien" ?

Ce que ne disent jamais les agences de voyages c'est que, depuis 1954, les militaires sont au pouvoir, après avoir renversé le seul régime démocratique qu'a connu le pays dans toute son histoire. Depuis cette date, la répression s'est institutionnalisée peu à peu, jusqu'à devenir, avec l'actuel gouvernement, une pratique ouverte et généralisée. Aujourd'hui, les massacres sont quotidiens, et ils font partie de la "guerre contre le peuple" par laquelle l'armée tente de freiner l'essor des luttes populaires et révolutionnaires. Quelques chiffres illustrent bien la férocité de cette politique : rien qu'entre le 14 juillet et le 20 août (1981), la presse guatémaltèque rapportait 517 assassinats, 141 blessés et 150 séquestrés, soit 808 victimes de la répression officielle. Si l'on tient compte des cas dont la presse ne fait pas l'écho, l'on comprendra mieux la magnitude de cette répression qui fait, en moyenne, 30 morts par jour. Enlèvements, tortures, assassinats font depuis longtemps partie du "quotidien" : "Au Guatemala, affirme Amnesty International, il n'y a pas de prisonniers politiques. Il y a des morts et disparus..."

Pourtant la lutte du peuple guatémaltèque ne cesse d'avancer : elle est entrée dans une phase extrêmement importante, dans laquelle la possibilité d'une victoire populaire n'est plus du tout un rêve lointain. Il faut que tous ceux qui envisagent la possibilité d'aller au Guatemala sachent clairement que le pays EST EN GUERRE, que cette guerre s'étend sur 19 des 22 départements du pays et que, de ce fait, les touristes risquent leur vie A TOUT MOMENT. Des centres touristiques importants (Chichicastenango, Antigua, Panajachel, Quetzaltenango et Tikal) ont été le théâtre de récentes actions militaires d'envergure. Jusqu'à maintenant, les touristes sont sortis indemnes, mais les risques de se trouver au milieu d'un combat ou d'une action sont de plus en plus fréquents. Le 8 août par exemple, plusieurs autocars conduisant des touristes vers Chichicastenango se sont trouvés bloqués, à la suite d'une action des organisations révolutionnaires. Le directeur de l'INGUAT, Institut Guatémaltèque du Tourisme, a dû intervenir personnellement dans l'évacuation des touristes, réalisée avec le concours de l'armée.

Chichicastenango, lieu consacré de passage des touristes, a été occupé le 19 juillet dernier par plusieurs centaines de guérilleros. Ceux-ci ont effectué 17 actions le même jour sur quatre départements, soutenu 24 combats entre le 13 et le 20 juillet, qui ont laissé plus de 80 soldats sur le terrain, et réalisé plus de 200 actions de harcèlement, tout au long du mois, contre les forces répressives. Ces actions symbolisent la fin d'une période, celle du "pays-toutistique" et du "peuple-objet", et les débuts d'une autre: celle de tous les opprimés du Guatemala.

Oui, la lutte révolutionnaire du peuple guatémaltèque est entrée dans une nouvelle phase: celle d'une guerre civile ouverte et généralisée. Le développement de la capacité offensive des 4 organisations politico-militaires (EGP-ORPA-FAR-PGT) en témoigne. C'est justement ceci la raison de l'"avertissement aux voyageurs" ("Travel Advisory") imposé par le Département d'Etat nord-américain à tous ceux qui désirent se rendre au Guatemala. Désormais, aucune compagnie d'assurances nord-améri

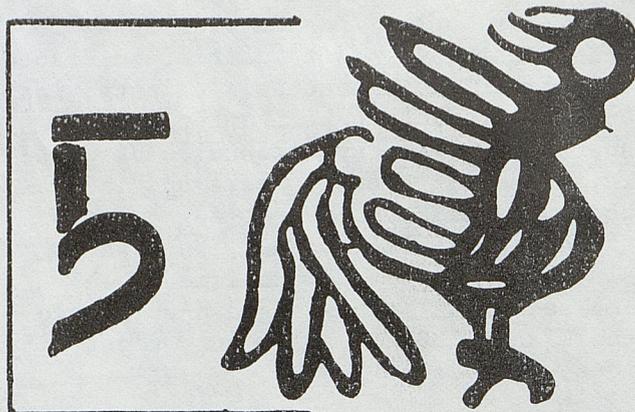
caine prend en charge les touristes se dirigeant vers le Guatemala, conformément à la législation U.S. Le "Travel Advisory" dit, notamment: "Le Département d'Etat conseille aux citoyens (nord-américains) de prendre d'extrêmes mesures de précaution s'ils voyagent au Guatemala", et fait ensuite une brève description de la situation de guerre où se trouve le pays.

Le tourisme était une des principales ressources de devises pour le pays après le café et le coton, mais les dernières années il a connu une baisse très sensible, malgré les grands efforts financiers que fait le régime du général Lucas pour tenter d'améliorer son image. En 1980, -- la diminution du nombre de touristes par rapport à l'année précédent fut de 34,7%. Et déjà pour les premiers six mois de 1981, la diminution fut de 26,5% par rapport au même période de l'année précédent, d'après les chiffres officiels, -- avec un déficit de 19,9 millions de dollars approximativement!

Le boycott au tourisme auquel appellent divers organisations du monde entier a contribué considérablement à ce résultat. Mais, ceci n'est qu'un succès partiel -- qu'il faut amplifier. Nous devons obtenir que les agences de voyages informent réellement leur clients sur la véritable situation du pays, sur les risques physiques encourus par les touristes qui veulent s'y rendre.

Tant que la lutte révolutionnaire durera et tant que le peuple guatémaltèque -- n'atteindra pas sa véritable libération et le respect de ses droits fondamentaux, on ne peut pas espérer que le Guatemala pourra accueillir des touristes et des vacanciers. Bien au contraire, la lutte de ce peuple doit gagner la solidarité internationale la plus large. Après -- nous pourrons le visiter en paix.

**SOUTENONS LE PEUPLE GUATEMALTEQUE!
LE BOYCOTT EST POSSIBLE!**



La coopérative "La Reina" fait partie des coopératives d'exploitation collective de terres.

Question :

A la radio, on a parlé d'affrontements entre l'armée et les "subversifs". Pouvez-vous me dire ce qui s'est passé exactement il y a quelques jours. Ils disent qu'il y a eu beaucoup de morts. Maintenant que tu es ici, tu vas pouvoir nous dire quel jour cela eu lieu et ce qu'ils ont fait.

Réponse :

C'était le 30 avril; ceux de la montagne ont attaqué le camp militaire. Les combats ont commencé à 5 H du matin, et se sont terminés à 9 h. Ensuite un avion de guerre vint aider à bombarder le territoire. L'armée commença à prendre des paysans de la coopérative. Les militaires les ont enregistrés et ont fait des photos pour savoir qui étaient les uns et les autres, s'ils étaient membres de la coopérative et si ils pouvaient leurs donner des noms.

Question :

Nous voulons faire savoir aux compagnons, beaucoup d'entre eux ne connaissant pas ces faits. Maintenant que tu es là, tu peux nous donner des détails.

Réponse :

- R.I. était promoteur de santé, il nous aidait avec des médicaments. Il était le seul promoteur à travailler dans la coopérative.
- G.C. était gérant de l'épicerie ainsi que B.P.
- E.L. était professeur, les parents payaient son salaire mensuel.
- A.B. était vice-président de la commission de contrôle.
- F. était secrétaire de la commission.
- J.D. était coordinateur de la coopérative ainsi que D.M.
- F.R. était président de la commission de contrôle.
- M.V. était un enfant de 12 ans, élève du professeur E.L.
- J.P. était adjoint de la commission de la directive.

Ces membres étaient parmi les plus importants qui travaillaient pour le village.

- V.S. était commerçant et travaillait dans cette coopérative avec C.L.
- A.G. travaillait sur une sécheuse prêtée et fait aussi partie de ceux que l'armée a pris et dont on n'a plus entendu parler.

L'armée les accuse d'être des guérilleros mais ce sont des mensonges parce que le village se rend bien compte. L'armée les a attrapés vivants et les militaires ne peuvent tromper personne.

Après ils ouvrirent la "tienda" de M.L. Ils sortirent le réfrigérateur et tout le coca et l'argent et ils l'emportèrent au camp militaire. Les soldats dirent qu'ils avaient rencontré un campement de guérilleros avec des vivres, mais ce sont des mensonges parce que c'était les vivres des commerçants de la coopérative; eux disaient que c'était des vivres de guérilleros.

Ils emmenèrent tout le coca et tout l'argent des magasins privés et aussi de la coopérative. Ensuite ils cassèrent les bureaux et aussi les bureaux de la mairie auxiliaire et volèrent tout l'argent. Cela se monte à 20 000 quetzales de pertes pour la coopérative et 50 000 pour les commerçants et la coopérative, que l'armée a volés et qui représentait l'argent des pauvres.

Question :

Je voudrais vous demander autre chose : est-ce l'armée qui a mis le feu au marché ?

Réponse :

Après le massacre, l'armée mit le feu au marché en disant que ceux de la montagne avaient laissé une bombe incendiaire, mais cela est un mensonge. Beaucoup de gens savent qu'ils ont apporté des bidons d'essence pour les mettre sur les maisons et le marché a pris feu aussi. Maintenant il n'y a plus de marché.

Ils ont dit des compagnons de la coopérative qui ont trouvé la mort que c'était des guérilleros morts au combat, mais ce n'est pas vrai. Beaucoup de gens ont vu qu'ils étaient en tenue vert olive dont l'armée les avait revêtus.

TEMOIGNAGE DE FEMMES

Plus de 200 paysans ont été séquestrés dans tout le village. C'était des paysans qui cultivaient leurs parcelles. Qu'ont-ils fait ? Ils ont été séquestrés la nuit. Il vaut mieux que s'en aillent ceux de l'armée parce que nous ne voulons pas de l'armée; qu'ils s'en aillent.

Attention Monsieur le Lieutenant, et aussi ceux qui ont fait les enlèvements et brûlent le maïs, laissant les paysans affamés... Les personnes que vous avez enlevées: G., D.A., P.C., M. de la C., J.R., D.X., J.S., F.X., de la C., P. de la C..... Rendez-nous ces personnes qui ont été séquestrées et dont les familles sont présentes ici; Monsieur le Lieutenant, présentez-nous aussi ceux d'Uspatan dont les femmes sont ici.

Nous ne voulons pas que l'armée soit dans notre village. Nous ne faisons rien... Il ne nous arrivait rien, personne ne nous enlevait. Maintenant que l'armée est là, ils nous enlèvent la nuit, et pourquoi ? Quelle est notre faute ? S'il vous plaît, Monsieur le Lieutenant, allez-vous en, et présentez-nous tous les paysans que vous avez enlevés !

TEMOIGNAGE EN DIALECTE

Attention Monsieur le Lieutenant, nous ne voulons pas que l'armée soit dans nos villages et hameaux. Elle n'y fait rien de bien, elle ne fait que nous réprimer, nous maltraiter et enlever nos maris.

Mon mari a été séquestré à 11 h du soir, à la porte de la maison. Ils l'ont fait sortir en chemise.

Nous vivons péniblement avec nos enfants,
S'il vous plaît rendez-le si vous le détenez
là-bas (camp militaire), et si vous ne l'avez
plus, nous voulons connaître la fosse où il
est.

Quand l'armée n'était pas dans notre village
il ne nous arrivait rien, ni enlèvements, ni
morts.

Population, attention, les militaires occu-
pent notre village et maintenant nous ne les
supportons plus.

Attention, nous demandons des réponses à nos
questions, Monsieur le Lieutenant. Mon
mari a été enlevé à 7 h du matin. et qu'a
fait mon mari ? Il élevait seulement nos
enfants. S'il vous plaît Monsieur le Lieute-
nant où sont nos frères d'Uspatan ? Donnez-
nous une réponse ; et ceux d'ici ?
Depuis 1976, vous êtes venus séquestrer nos
maris, ici dans nos villages. Maintenant
nous ne voulons plus que les militaires
soient dans nos villages.

S'il vous plaît où sont nos frères d'Uspatan
et ceux d'ici. Dites-nous où ils sont ? S'ils
sont morts ou vifs ? Qui va élever nos enfants
parce que nous avons l'habitude dans nos
villages que nos maris subviennent à nos
besoins et à ceux de nos enfants. Les femmes
n'ont pas de travail dans les villages. S'il
vous plaît dites-nous où sont nos maris ?



COLLECTIF GUATEMALA

67 RUE DU THÉÂTRE
75015 - PARIS

CHEQUES À L'ORDRE
DU COLLECTIF

REUNIONS TOUS LES
JEUDIS À 20h00